

Nous voulons rassembler celles et ceux qui veulent que l'Esprit Vitry, populaire et vivant, oriente notre avenir. Avec ce troisième numéro, nous contribuons à élargir le combat pour les retraites et l'éducation, pour de meilleurs transports à Vitry, pour des projets d'aménagement favorables aux habitant·es. Avec Vitry Cap 2030, nous voulons contribuer à mettre notre ville sur de bons rails.

L'ESPRIT VITRY^{n°3}

FUTUR HUMANITÉ VIVANT CONFiance VOLONTÉ

LE JOURNAL POUR VITRY-SUR-SEINE

CAP
VITRY 2030
ATELIER-DÉBAT N°2

LUNDI
13 FÉVRIER
DE 19H À 21H

MAISON DE
LA VIE ASSOCIATIVE
36, RUE AUDIGEOIS
(PLACE DE LA HEUNIÈRE)

PEUT-ON AGIR AU NIVEAU DE LA COMMUNE POUR SAUVER LA PLANÈTE ?

Climat, biodiversité... Il faut agir et vite. Agir ici. Grande ville populaire de la métropole parisienne, Vitry-sur-Seine doit prendre sa part pour atteindre l'objectif zéro carbone. De maintes façons : isolation du bâti existant, transports non polluants, façades et rue blanches, espaces verts et points d'eau... Interrogeons l'aménagement de la ville, et par exemple, le projet des Ardoines décidé il y a presque 20 ans : cette boucle de la Seine doit-elle devenir un mini La Défense en zone inondable ?

AVEC MAGALI REGHEZZA-ZIT GÉOGRAPHE FRANÇAISE

Ses travaux portent sur les notions de risque et de crise, de vulnérabilité et de résilience, d'adaptation, dans le contexte de la mondialisation et des changements environnementaux. Éminente spécialiste, elle est membre du Haut conseil pour le climat.



VOS ÉLU·ES VITRY RASSEMBLÉ
AU CONSEIL MUNICIPAL



RETRAITES BORNE TO BE AU TAFF

Le projet de Mme Borne est cruel pour celles et ceux qui commencent à travailler tôt, celles et ceux qui ont des métiers usants, et celles et ceux qui finiront leur carrière au RSA.

DES CRISES, UNE CAUSE

Cette réforme percuté la crise de l'hôpital et de l'école, la pénurie de médicaments et d'énergie, le retard à l'allumage pour lutter contre le dérèglement climatique...

Depuis quatre décennies, c'est la même rengaine. Pour sauver la sécu, il fallait « réduire le nombre de soignants et serrer la ceinture à l'hôpital ». Pour éviter la faillite de l'État, il fallait « privatiser les services

publics ». Pour réduire « le cout du travail », il fallait désindustrialiser... Résultat, la France est en déclin !

UN POGNON DE DINGUE

Peu ou prou, les français perçoivent la cohérence de toutes ces crises. Ils savent qu'on ne s'en sortira pas sans bousculer certains principes. Il faut mettre plus d'argent pour l'hôpital, plus d'argent pour l'école, plus d'argent pour le réseau ferré, plus d'argent pour la politique énergétique, plus d'argent pour être à la hauteur du défi climatique, plus d'argent pour les enfants et pour les vieux... Et l'argent ne manquent pas. En dix ans les 500 fortunes françaises sont passées de 200 milliards à 1000 milliards de capitaux, les dividendes aux actionnaires ont atteint des records en 2022. Et que dire de l'évasion fiscale !

LA VIE VAUT MIEUX QUE ÇA

Le stigmatiser pour mieux régner commence à faire long feu. Désormais, ce sont les retraités, devenus eux aussi des assistés, qu'on montre

du doigt. Pourtant ils ont un rôle précieux : ils gardent les petits, ils sont bénévoles dans les associations... Et ils font vivre le tourisme, maillon essentiel de l'économie !

Si le travail c'est la santé, le bien-vieillir c'est pas mal non plus. Le bien-vivre aussi.

LES FONDS DE PENSION EN EMBUSCADE

Faire travailler les anciens pour priver d'emploi les jeunes, mais dans quel cerveau tordu peut germer une telle absurdité ? Si le projet allait à son terme, beaucoup ne pourraient pas travailler jusqu'à 64 ans. Du coup, les retraites seraient si minables, qu'il n'y aurait pas d'autre choix que d'épargner et ainsi d'alimenter les fonds de pension. Là, est le véritable cœur du projet.

UNI·ES ET DÉTERMINÉ·ES POUR GAGNER

Ce projet cruel doit tomber. La mobilisation populaire soutenue par l'unité des forces sociales et politiques est en la condition. Il faut tenir bon... ●



« LYCÉEN, SOIS JEUNE ET TAIS-TOI »

Les mobilisations de l'automne apostrophent le rôle de l'école.

Comme en écho aux répressions policières subies par des lycéens de Nanterre, les mobilisations ont débuté, à Vitry, le 18 octobre, journée d'action des travailleurs à laquelle les lycéens se sont associés.

Mots d'ordre essentiels des jeunes : abandon de la réforme de la filière professionnelle qui vise à augmenter le temps en entreprise au détriment des heures dédiées à l'enseignement général ; et refus de « Parcoursup » qui génère du stress et organise une sélection injuste.

Articles de presse et émotion parmi nos concitoyens : les dégradations et les violences qui ont parfois accompagné les blocus ont été condamnées de façon unanime. Pour les parents d'élèves, enseignants présents sur les lieux, élu.es et lycéens eux-mêmes, pas question de minimiser ou de cautionner les exactions : elles sont purement inacceptables.

DES INQUIÉTUDES IGNORÉES

Néanmoins, tout cela questionne. En effet, combien d'interventions de parents, d'élus restées sans réponse ? Combien de courriers d'équipes d'enseignants ont été ignorés ? Des élu.es locaux ont également appuyé certaines de ces demandes, en vain. Au niveau des lycéens, il semblerait que les instances dites d'échanges n'aient plus aucun effet. Dès lors, quand la communication est rompue, comment se faire entendre ?

Les « autorités » tentent de faire passer les lycéens mobilisés pour des voyous et des casseurs. C'est bien ce qu'il s'est passé lors d'une réunion organisée avec les différents proviseurs des lycées vitriots et ivryens et la présence de Madame la Directrice des Services de l'Éducation Nationale.

Pourtant de nombreux parents présents, sur le lycée Jean Macé par exemple, ont veillé au bon déroulement des blocus et ont pu constater le calme, le sérieux, l'organisation, la volonté de se faire entendre et de se rendre visibles des jeunes lycéens, assurant la sécurité de chacun et le dialogue permanent avec les équipes enseignante et administrative du lycée. Mais ignorant cette dimension de sérieux, les revendications pourtant claires ont pu être balayées d'un

revers de main lors de la réunion. Enfin, même s'il est indéniable que les forces de l'ordre ont dans la plupart des cas assuré l'intégrité physique de chacun, les faits rapportés faisant état de propos injurieux et de violences physiques à leur égard ou encore les conditions de garde à vue non conforme à la loi ne peuvent être que blâmés.

IL SERAIT TEMPS DE LES ENTENDRE

Les revendications des lycéens sont plus que légitimes. Comment cautionner des réformes qui s'enchaînent et qui ne visent pas à leur épanouissement et accomplissement par les études ?

Tout n'est qu'une question de dégradation des conditions d'apprentissage, de sélection financière et sociale, où nos jeunes vitriots sont les premiers concernés et lésés. Ils sont inquiets.

Peut-être serait-il temps de les entendre et d'arrêter de les dénigrer. Les non-réponses apportées et le recours désormais systématique à la répression voire aux violences ne feront qu'exacerber l'incompréhension et la colère.

Il est urgent d'agir pour les jeunes, pour leur présent et leur futur, dans le respect et l'écoute. ●

CAP VITRY 2030 ATELIER-DÉBAT N°1

PEUT-ON LOGER SANS BETONNER ?



Le 29 novembre 2022, l'Esprit Vitry organisait le premier atelier-débat, dans le cadre de CAP VITRY 2030. Fabien Gantois, Président de l'ordre des architectes de l'IDF était l'invité de la soirée, pour discuter de la crise du logement et de la densification.

Voici une courte synthèse des échanges, par l'animateur de la soirée.

Le diagnostic

La crise du logement est générale sur tout le territoire avec des zones plus tendues que d'autres, dans les métropoles ou les quartiers périphériques. Malgré cela, on constate une baisse de la construction et des politiques publiques en régression (État, Région IDF et désormais le département), la fragilisation des offices HLM par les regroupements, et la fin des appels d'offres et de la mise en concurrence.

De plus, l'appauvrissement des familles, les loyers chers, les difficultés croissantes pour se loger concourent au phénomène de ghettoïsation. Plus les gens sont modestes, plus ils sont assignés à résidence. La densité est à la fois réelle

et ressentie. Elle est en général mal vécue : la hauteur des immeubles, l'habitat collectif, le malaise de vivre dans des tours, la promiscuité. La densité, c'est aussi l'environnement des habitants : la vie collective, les relations, l'accessibilité, les circulations, les espaces publics, les jeux et les parcs, les services, la mixité...

Les pistes d'amélioration

Reconstruire la ville par l'action publique, des logements moins chers, de qualité avec des espaces verts, des services de proximité, des nouveaux usages en lien avec les enjeux écologiques et la sobriété énergétique. Combattre la spéculation foncière. Le Bail réel solidaire est une solution pour les classes moyennes mais ne remplacera pas le locatif social indispensable pour une majorité de la population. La diversité sociale et culturelle à préserver, distincte de la « spécialisation sociale », l'équilibre des territoires, reconstruire sans forcément démolir.

L'incontournable parole des habitant.es

Les élu.es doivent piloter avec une vision partagée, construire avec et pour les usagers, fabriquer la ville démocratiquement par le débat ; en privilégiant la qualité des formes urbaines et des espaces, des logements modulables, des espaces publics appropriables, la proximité des emplois, des moyens de transport collectifs.

En résumé

La densification doit être douce, sans traumatisme, en limitant les démolitions au strict nécessaire, dans le respect des espaces, en privilégiant la réhabilitation, en inventant de nouveaux modèles, par la puissance publique et en associant les habitants... le débat et l'implication de tous et toutes au cœur des futurs projets. ●



CONSEIL LOCAL DE L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILISATION A PAYÉ

La mise en place d'un Conseil local de l'environnement était une promesse du programme de la liste Vitry Rassemblé, conduite par Jean-Claude Kennedy. Il a fallu trois ans de demandes à l'équipe municipale et une pétition soutenue par plus de 400 Vitriotes, pour que ce Conseil local de l'environnement voit enfin le jour. Composé de représentantes d'associations, de citoyen·nes, d'acteurs économiques et d'élu·es, il doit travailler à des propositions, notamment en élaborant les principes d'une « Règle verte » pour Vitry. Gageons que la réalité sera à la hauteur de la promesse avec les moyens et la liberté nécessaire pour faire de Vitry un exemple de l'écologie populaire. ●

SIGNER LA PÉTITION VITRY SANS SEVESO

Monsieur le Président, comme Vitriot·e, je demande à l'État :

- De présenter un calendrier de démantèlement du dépôt pétrolier Seveso
- De préciser la méthode du départ, et en particulier les conditions et les futurs lieux d'implantation des stocks stratégiques
- De garantir la dépollution du site

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

Mail.....

Tel.....

Adressez le formulaire à Vitry Rassemblé – BP 50041 – 94401 Vitry Cedex
ou envoyez par mail à vitryrassemble@gmail.com ou signez la pétition en ligne change.org/vitrysansseveso



CENTRE-VILLE • SEINE-GARE • ARDOINES

SI LE COMPTE N'Y EST PAS, C'EST QU'ILS NE VEULENT RIEN ENTENDRE

Projet de Rénovation Urbaine en centre-ville, Zones d'Aménagement Concerté à l'est de la ville (ZAC des Ardoines et ZAC Seine Gare) notre ville se transforme ... Mais ce qui bouge répond-il à nos attentes, « Vitry va-t-elle rester Vitry ? ». L'inquiétude est justifiée ! Coté Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) comme côté Opération d'Intérêt National, la pression libérale des promoteurs modèle les transformations en cours ; et comme tout esprit de résistance de la municipalité semble s'être évanoui en même temps que l'arrivée d'un maire que les Vitriotes n'ont pas choisi, notre belle ville ne risque-t-elle pas d'y perdre une partie de son âme ? À moins que les citoyen·nes s'en mêlent !

« 2 pour 1 » 2 logements neufs pour 1 détruit : Vitry a indiscutablement marqué de son empreinte la pratique de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) dont la règle était de 1 (logement social) construit pour 1 détruit, le reste de la « rénovation » profitant surtout aux promoteurs via l'accession à la propriété ou le locatif « libre ». Cette singularité du premier programme de rénovation du quartier « Balzac » fut le fruit de la détermination des élu·es d'alors, de la force de l'OPH et de la SEMISE, agrémentant autour d'eux le monde HLM pour opposer à la logique libérale de l'Etat, celle du besoin des habitant·es, pas seulement celles et ceux du quartier concerné, mais aussi des familles de toute la ville en attente d'un logement.

Certes, les conditions de financements des projets via l'ANRU se sont durcies, les financiers font la loi,

comme à la tête de l'Etat, mais le bel esprit de résistance de notre ville s'est-il à ce point évanoui qu'il faille accepter ce nouveau programme de rénovation urbaine que nous a présenté le maire il y a quelques semaines ?

En vérité rien n'obligeait que « Vitry » ne se couche ainsi face aux exigences des logiques libérales et financières qui pilotent les projets labellisés « ANRU ». Le compte n'y est pas. En matière de logement au loyer accessible, à peine prend-on en compte les besoins de relogements et de décohésions... Quelle réponse aux besoins des actuels demandeurs de logements quand on sait que l'essentiel, pour ne pas dire la totalité des programmes de constructions de logements sociaux nouveaux ne le seront que pour compenser les démolitions... Que dire de l'abandon de tout projet de réhabilitation des logements de Mario Capra ou du

square de l'Horloge ou de la pauvreté des intentions du côté du quartier du 8 mai 45. Et si ce nouveau projet « ANRU » porte en lui quelques belles améliorations urbanistiques en centre-ville, il n'en reste pas moins marqué par la logique de l'aménagement des abords des gares du Grand Paris Express : éloigner les « pauvres » ; faire place nette à la spéculation.

« Rien ne se fera sans vous » aime à répéter Mr Bell Lloch. Mais n'est-ce pas un projet ANRU déjà bouclé qui nous a été présenté, au grand dam des habitants du quartier Robespierre ? Et ce « sans vous », rime-t-il avec l'abandon d'un outil local d'aménagement, de construction et de gestion de logements sociaux, ou celui du combat pour le départ du dépôt pétrolier « SEVESO » ou encore avec le « laisser-faire » municipal qui préside désormais face aux opérations de l'Opération d'Intérêt National (les ZAC Seine Gare et des Ardoines !!!). Si le compte n'y est pas, c'est qu'ils ne veulent rien entendre. ●



LUSO(EN)FER

« 10 grues y sont en action » déclarait Mr Bell Lloch à propos des ZAC « Seine gare » et « Ardoines ». Le fait est que le programme de logements et de bureaux semble se concrétiser... Sans d'ailleurs que les questions relatives au cadre de vie des habitants, actuels et futurs, ne soient à ce jour traitées.

Aux Ardoines, l'abandon du « centrale » parc (5 hectares d'espaces naturels) pourtant inscrit au « projet » 2020/2026 de nos élu·es, rime avec report (ad vitam aeternam ?) de l'urgente disparition du dépôt pétrolier classé Seveso....

Au Port-à-l'Anglais, c'est Lusofer qui fait vivre un enfer aux riverains. Cette entreprise de collecte et de traitement de métaux de récupération a quitté son ancien site il y a 2 ans pour les besoins de la ZAC. Elle s'est relocalisée, avec l'accord de la préfecture, à quelques dizaines de mètres des habitations situées de part et d'autre des voies ferrées... et également tout près du futur programme de logements, ainsi que d'une résidence « seniors », prévus dans le projet d'aménagement !

Courriers au Préfet, à Mr Bell Lloch, pétition des riverains, interventions répétées des habitants dans les réunions publiques... : rien ne semble être réellement mené pour contraindre l'entreprise au respect de ses obligations, elle continue donc son activité nuisible et polluante... Qu'importe ce que vivent et vivront les Vitriot·es, le rouleau compresseur de la promotion immobilière est en route. Ce n'est pas acceptable.

Ensemble, agissons pour que soit sérieusement respecté le cadre de vie des habitants, ce doit être la priorité ! ●

RELOGEMENTS RENOUVELLEMENT URBAIN : LA VIGILANCE S'IMPOSE !

490 logements sociaux démolis, dans le centre-ville (Germain Defresne et Robespierre) et dans le quartier du 8 mai (tour Ampère) pour 588 construits dont seulement 143 en centre-ville, 281 logements en accession ou en locatif « libre » hors de portée des habitant·es dont le logement est voué à disparaître. Ce qui signifie au terme de cette « rénovation urbaine » que la part du logement social à Vitry aura diminué.

Mi-décembre, le Conseil municipal a eu à se prononcer sur le protocole de relogement des locataires concernés. Le rapport présenté montre que l'ancienne municipalité conduite par Jean-Claude Kennedy intégrait bien la rénovation de 244 logements dans le quartier Commune de Paris, opération supprimée dans le projet actuel.

Si les objectifs de relogement affichent une volonté de prise en compte « dans la mesure du possible » des souhaits des familles, plusieurs dispositions ont attiré l'attention des élus de Vitry Rassemblés, qui contredisent ces objectifs :

- Si la plupart des démolitions interviendront dans le centre-ville, la presque totalité des constructions se feront ailleurs. Pour la plupart, les familles n'auront pas la possibilité de retrouver leur quartier. Il est vrai qu'après l'arrivée du tramway, la prochaine mise en service du Grand Paris Express attire les convoitises des promoteurs...

- Les locataires des logements sociaux appelés à être démolis ont le plus souvent des revenus difficilement compatibles avec l'accès aux nouvelles constructions dont les loyers sont plus élevés pour surfaces d'ailleurs plus réduites. Les bailleurs sociaux eux-mêmes s'en inquiètent.

- Que deviendront les familles hébergées qui pour une part d'entre elles ne seront pas reconnues et devront se débrouiller pour trouver un logement?...

Comme l'a indiqué Hocine Tmimi, les élu·es du groupe Vitry Rassemblé veilleront à ce que les engagements verbaux pris devant les habitants, soient respectés. ●



À PIED, À VÉLO, EN BUS OU EN MÉTRO... ET SI SE DÉPLACER DEVENAIT AGRÉABLE !



Entretien avec Fabien Guillaud-Bataille, Conseiller Régional, membre du groupe Gauche Communiste Ecologiste Citoyenne.

Pourquoi y a-t-il autant de perturbations sur le RER C ?

F. G-B : Le RER C est une ligne au croisement de bien des transports franciliens. Chaque incident sur une ligne impacte toutes les autres. L'état actuel résulte de nombreux choix accumulés par Mme Pécresse depuis 2015. Ils ont créé des manques et des failles. D'abord, ils ont mis la pression sur les salariés des transports. En octobre 2021, sous prétexte du Covid, Mme Pécresse a ordonné une baisse générale de l'offre sur la région. Notre RER C a été touché de plein fouet. Des gares ont été fermées ou privées de présence humaine. Des trains ont été supprimés. Près de 20 par jour sur le RER C. De plus la SNCF a aussi supprimé 19 trains pour répondre aux exigences de rentabilité. Dans leur double course à l'argent et à la rentabilité, Ile-de-France Mobilité (IDFM) et la SNCF s'encouragent à dégrader le service. Heureusement, la mobilisation des usagers, des élus et des cheminot·es devrait permettre de retrouver les trains supprimés et Mme Pécresse grâce à la campagne stopgalere.fr revient à l'offre avant Covid dans le budget 2023. Reste à trouver des conducteurs de train et à savoir si le métier au vu du salaire reste attractif ? La qualité de leur retraite sera aussi une réponse.

Temps d'attente insupportables, transports bondés, galères quotidiennes, salariés poussé·es à bout... Rien ne va plus dans les transports en commun ! Pourtant les transports publics franciliens sont une exigence sociale et climatique ! #STOPGALERE, campagne d'information et de mobilisation des usagers, animée par la gauche du conseil régional propose aux usagers de se mobiliser pour obtenir l'amélioration et même le développement du réseau francilien.



Pourquoi augmenter le prix du passe Navigo surtout en ce moment ?

F.G-B : En 7 ans, Mme Pécresse a mis IDFM en quasi-faillite. Il manque 750 millions de recettes pour faire fonctionner les trains. À l'arrivée, leur seule option était de faire payer les usagers comme d'habitude. Et aussi

d'engager des privatisations très coûteuses plutôt que d'envisager nos propositions de financement. Conséquence, selon nos calculs confortés par de nombreux experts le trou pourrait atteindre 1,2 milliards au budget 2024. Là encore les choix politiques de la droite à la Région ont créé une situation qui pourrait aboutir à une nouvelle hausse. Autant dire qu'il faut continuer à signer stopgalere.fr. Cette pétition rassemblant toute la gauche régionale, des syndicats et des associations d'usagers a permis de demander le report ou la suppression de la privatisation des transports. L'enjeu est simple, la privatisation des bus RATP coûte 4,9 milliards d'ici au premier janvier 2025. Déliant hein ?

Pourquoi l'escalator de la nouvelle gare des Ardoines est régulièrement à l'arrêt ?

F. G-B : Pour l'escalator des Ardoines, comme pour de très nombreuses gares, le manque d'agents en nombre et en temps de présence dans les gares dégrade toutes les conditions d'accueil et de fonctionnement des gares. Le RER C a subi un plan de réduction des personnels en gare très violent. Il n'y a pas de fumée sans feu, il n'y a pas de gare accueillante sans agent. ●

UN MÉTRO DE PLUS POUR LES VITRIOT·ES ?

Et si la ligne 10, qui va de Boulogne à Austerlitz était prolongée jusqu'à Vitry ? Encore une utopie qui pourrait voir le jour à Vitry. Ce prolongement permettrait de mieux connecter Paris à notre banlieue et donc soulager la desserte de proche couronne de notre RER C à Vitry et Ivry, c'est l'enjeu... Cette connexion supplémentaire au Grand Paris Express (ligne 15 Sud), pourrait désengorger le T3a déjà surchargé avant même l'arrivée des tours Duo et des aménagements de Charenton... Le défi climatique exige de voir bien plus loin et d'agir en grand pour nos enfants et petits-enfants. Une ville moderne oblige à des nouvelles mobilités, décarbonées, en partage. Ce sont les justes exigences des Parisien·nes et Val-de-Marnais·es et de leurs élus·es locaux unanimes. Depuis 2010 cette idée de prolonger la ligne 10 pousse fort. La création, en 2016, de l'association La Grande 10, par les villes de Paris, Ivry, le Département du 94, rejoindra Vitry dès 2017, en témoigne. Elle a déjà obtenu de premières études par IDF-Mobilités et la RATP qui prouvent sa faisabilité et sa pertinence (65 000 passagers/jour). Mais depuis, l'État et la Région sont aux abonnés absents. Il faut vite poursuivre les études notamment sur la partie 2 Ivry-Vitry et donc réinscrire dans le Contrat de Plan État Région, ce projet évident : 22 000 tonnes de CO₂ en moins par an, ce n'est pas rien ! Comme 7000 citoyen·nes, signez la pétition sur lagrande10.fr ●



**PLAN VÉLO
CIRCULEZ,
ÇA N'AVANCE
PLUS**

Enfoui dans les cartons de 2019 à 2022, le plan vélo est enfin sorti des cartons sous la pression des cyclistes vitriots. Son principal atout : être une proposition globale pour simplifier la pratique du vélo. Acheter à prix raisonnable, circuler en sécurité, stationner et réparer... un tout qui lève de nombreux obstacles. Mais pour prendre corps cette proposition doit évoluer grâce à l'échange avec les vitriot·es. Mais voilà, depuis cinq mois, plus rien en vue. Le plan vélo semble être retourné dans les cartons. Décidément, à la mairie, rien n'avance. ●

**CE QUI NOUS FERAIT TRÈS PLAISIR :
RECEVOIR PLEIN DE COMMENTAIRES ET D'IDÉES
DONNEZ-NOUS VOTRE AVIS !**



PAR COURRIER

Vitry Rassemble
BP 50041, 94401 Vitry Cedex

PAR MAIL

vitryrassemble@gmail.com



Vous le savez, nous ne sommes pas un parti politique. Nous ne bénéficions donc d'aucune aide publique. Seuls vos dons, qu'ils soient gros ou petits, nous permettent de faire vivre la démocratie.

Faites un don par chèque à l'ordre de

A. CanacosmanfiVitryrassemble

**Les dons donnent droit à une réduction d'impôts égale à 66% du montant des dons (un don de 10€ vous coûte 3,33 €)
Ces dons sont défiscalisables selon les modalités de la loi du 11 mars 1988 art 11-4 et 11-5**